1

PROJET DE TEXTE POUR LA CONFÉRENCE NATIONALE

adopté par le conseil national 13 MARS 2021

LES PROPOSITIONS DU PCF

Reconstruire l'espoir

En 2022, l'élection du président de la République et celle d'une nouvelle Assemblée nationale interviendront au terme du quinquennat d'Emmanuel Macron qui aura vu se multiplier les régressions sociales et démocratiques, mais aussi de trois années d'une pandémie inédite.

La pandémie de Covid-19, son lourd bilan humain, social, culturel, écologique, économique et démocratique, auront révélé toutes les impasses du système capitaliste actuel.

La relation entre notre société et l'argent, l'argent et le travail, le modèle productif et les écosystèmes ou la biodiversité : tout cela est à remettre en question. Au-delà de l'enjeu crucial pour notre pays, c'est un défi de civilisation posé à l'humanité tout entière.

Comment être utile, relever au mieux ce défi ? Ce sont les questions auxquelles les communistes ont à répondre, en déterminant leurs choix pour l'élection présidentielle et les élections législatives, ces deux scrutins ayant une importance majeure pour l'avenir.

Nous refusons de nous résigner à ce que 2022 soit un nouveau rendez-vous manqué pour notre pays. Nous agirons pour créer les conditions d'un changement de politique dans la vie quotidienne et pour sortir de la crise. Comme des millions de nos concitoyen·ne·s, nous ne voulons pas être enfermé·e·s dans le piège du duo Macron-Le Pen.

Comme dans de nombreux pays, l'extrême droite menace, ses idées progressent. Elle se présente en alternative à Emmanuel Macron. Elle prospère sur la crise et encourage les affrontements identitaires. Elle est aujourd'hui en capacité d'imposer ses thèmes au centre du débat politique. Un bloc droitier, autoritaire et xénophobe, peut se constituer et lui ouvrir un chemin vers le pouvoir. Mais, loin de s'attaquer au capital, l'extrême droite continuerait de servir les puissants et son projet de « préférence nationale » soumettrait le pays à une violente politique xénophobe et raciste, mettant à bas les principes mêmes de la République. Le PCF, comme durant toute son histoire, se place au premier rang de la lutte contre l'extrême droite et ses idées, pour empêcher que les élections de 2022 se soldent par l'arrivée au pouvoir d'une solution autoritaire et xénophobe. La droite traditionnelle se trouve en embuscade pour profiter des échecs comme du discrédit des dirigeants en place, et divers aventuriers réactionnaires se posent déjà en

personnages providentiels. Pourtant, ceux-là nous conduiraient demain comme hier à de nouveaux désastres sociaux, sociétaux et écologiques.

Nous, communistes, avons une grande ambition pour la France. Nous voulons ouvrir la voie à une politique qui tire vraiment les leçons de la pandémie et de la crise. Nous voulons contribuer à construire une société en rupture avec les logiques capitalistes avec les mouvements sociaux et écologiques, les forces progressistes, les citoyen·ne·s. Nous souhaitons faire valoir l'originalité de la démarche communiste, de contestation et de constructions, de luttes et de conquêtes de pouvoirs, d'avancées réalistes et révolutionnaires, de rassemblement.

Le communisme que nous voulons, c'est l'émancipation, c'est faire le choix de l'humain et de la planète d'abord, d'une société démocratique qui fait reculer l'exploitation et les dominations, une société qui éradique la misère et le chômage, dans laquelle le libre développement de chacune et chacun est la condition du libre développement de tous et de toutes. Notre adversaire, c'est le capital. C'est pourquoi nous voulons changer l'utilisation de l'argent des entreprises, de l'État, des banques et des assurances. Nous voulons de nouveaux pouvoirs aux salarié·e·s et aux habitant·e·s sur les entreprises et les services publics, du local au mondial.

Une nouvelle fois, nous nous trouvons devant un moment historique. Aussi, les élections de 2022 doivent-elles être l'occasion d'un très grand débat national.

Dans l'élection présidentielle et les élections législatives, nous voulons contribuer au surgissement du très grand mouvement populaire qui fait défaut au pays depuis tant d'années, pour débarrasser celui-ci du pouvoir en place, battre la droite et l'extrême droite, créer les conditions du changement tant attendu par des millions d'hommes et de femmes.

Nous entendons porter notre projet et le mettre en débat. C'est pourquoi les communistes débattent de leur choix à l'élection présidentielle, d'une candidature communiste et de la manière de contribuer, lors de cette échéance et des législatives, à la construction d'une nouvelle majorité politique pour donner au pays les moyens du changement.

De très grands dangers et des forces disponibles à l'action

Après avoir dû desserrer l'étau des politiques d'austérité, les classes possédantes se préparent partout à durcir leurs attaques contre les travailleuses et travailleurs, les classes populaires, la jeunesse, les peuples, au risque de nouvelles guerres. De nouvelles divisions et exclusions dans la société sont organisées pour la fragmenter et faire monter les idées et gestes de rejet et de violences entre les exploité·e·s et les dominé·e·s. Des affrontements majeurs se dessinent entre le capital et les mouvements populaires.

En France, le macronisme est synonyme d'offensive aggravée contre des conquêtes sociales et démocratiques essentielles. La pauvreté et le malvivre ont gagné une très large partie de la société, les inégalités se sont creusées, l'environnement a été davantage dégradé, les infrastructures et services publics ont été affaiblis au point de ne pouvoir faire face à la pandémie, la désindustrialisation s'est poursuivie, la jeunesse s'est retrouvée exposée à l'explosion de la précarité comme à la dégradation de

l'école publique et de l'université. Toutes les activités humaines, la culture, le sport, les loisirs, la vie associative, déjà malmenées avant l'arrivée du Covid, se heurtent aux incohérences des choix de gestion de la crise. Elles sont à l'arrêt et privent de vie sociale des millions de citoyen·ne·s.

Le président de la République et son gouvernement se préparent maintenant à faire acquitter le prix de la crise au plus grand nombre, de concert avec les dirigeants de l'Union européenne. Une réorganisation de l'État se cherche pour répondre aux nouveaux besoins du capital. De grands groupes continuent de licencier et délocaliser leurs productions. Notre pays est d'ores et déjà confronté à une terrible crise sociale et économique, elle menace d'être dévastatrice.

En l'absence d'alternative politique progressiste crédible, la société française voit se développer des phénomènes de résignation et de peur, des sentiments de relégation, mêlés à de la colère. La nation se retrouve en proie à un sentiment d'humiliation face à la révélation de ses pertes de souveraineté dans les domaines essentiels de la santé, de l'alimentation, du développement industriel. La crise démocratique en est la traduction directe : un large pan de la population travailleuse et de la jeunesse manifeste sa défiance envers la politique.

Rien n'est pourtant joué. À la faveur de la pandémie, des millions d'hommes et de femmes ont pris conscience des ravages auxquels conduisent les politiques dominantes. Ils n'ignorent plus que les épidémies sont imbriquées dans des choix de développement qui ont saccagé les vies humaines, détruit les équilibres écologiques et généré la crise climatique. Face à des politiques publiques incapables de répondre à l'intérêt du plus grand nombre, ils ont réalisé des expériences prometteuses d'actions collectives et solidaires, d'appels, pétitions, initiatives et votes communs dans les diverses assemblées élues. D'innombrables débats sur l'avenir ont vu le jour, remettant en cause les logiques dominantes.

Ce sont autant de points d'appui permettant de prolonger demain les résistances et les luttes qui n'ont cessé de s'amplifier dans leur diversité et ont révélé d'immenses forces disponibles à l'action. Ce sont aussi des points d'appui pour construire des majorités politiques dans notre pays.

Nous voulons répondre aux attentes qu'elles portent.

Le choix de transformations révolutionnaires pour sortir de la crise

Les défis à relever appellent de profondes ruptures. La France a besoin d'une grande révolution démocratique, faite d'avancées décisives, de conquêtes de pouvoirs faisant reculer toutes les dominations sur nos vies et nos libertés : celles du capital, du patriarcat, du racisme, des LGBTI-phobies…

À l'occasion de nos campagnes de 2022, nous entendons mettre des contenus en débat. Nous participerons à tous les échanges publics auxquels nous serons conviés et prendrons nous-mêmes toutes les initiatives pouvant favoriser la discussion sur les projets et solutions existant à gauche et dans le mouvement social.

Nous avons ainsi la volonté de rassembler une majorité populaire autour des grands axes d'une politique correspondant aux exigences vitales du moment.

Nous proposons une grande ambition de services publics, de protection et de promotion de biens communs, pour libérer l'essentiel de nos vies des logiques de profit. Pour sortir de la crise sanitaire, la santé doit devenir un bien commun public, de la production de médicaments à l'organisation des soins. Nous voulons une solidarité internationale accrue en matière de santé. L'énergie, le logement, l'alimentation, l'éducation et la culture doivent aussi être considérés comme des biens publics prioritaires, pour que chacune et chacun ait accès au bien-être, à de nouveaux temps de vie, à un plein épanouissement personnel.

Nous proposons de sécuriser tous les âges de la vie, pour ouvrir une nouvelle page de progrès humain, en parachevant l'œuvre du Conseil national de la Résistance et d'Ambroise Croizat. Un nouvel âge de la Sécurité sociale vient à l'ordre du jour, qui garantit à chacune et chacun une vie digne et émancipée par de nouvelles libertés dans le travail et hors du travail, de la formation à l'ensemble de l'activité professionnelle, lors de la retraite et jusqu'au grand âge.

Nous proposons une révolution du travail et de l'emploi. La revalorisation du travail, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, l'éradication de la misère et du chômage, le dépassement du marché du travail, l'accès aux savoirs, leur partage, le développement des savoir-faire et une nouvelle efficacité sont dans nos priorités. C'est ce à quoi vise l'idée de sécurité de l'emploi et de la formation, que défendent les communistes depuis longtemps, et qui exige une maîtrise des entreprises et de leurs productions, de l'utilisation de l'argent, de nouveaux pouvoirs garantis aux travailleurs et travailleuses dans les entreprises ainsi que des institutions démocratiques pour une planification stratégique.

Nous proposons une grande politique pour la jeunesse. C'est un enjeu d'avenir pour la France. Quels que soient ses lieux de vie, d'activité, de formation, la jeunesse doit avoir les moyens de parvenir à son autonomie et de construire son avenir personnel et professionnel. L'accès à l'emploi est décisif.

Nous proposons un mode de production et de consommation écologique et social. La transition écologique est inséparable de la question de l'emploi et de la justice sociale. Il s'agit de réindustrialiser la France et de relocaliser les productions, de rendre à la nation sa pleine souveraineté, de développer de nouvelles coopérations internationales, de gagner une industrie respectueuse de ses salarié·e·s, de la santé comme de l'environnement, offrant des produits sains et accessibles afin d'atteindre l'objectif d'une empreinte carbone nulle en 2050.

Nous proposons de renouer partout, pour toutes et tous, avec les principes de la République, pour de nouvelles avancées au service des libertés, de l'égalité et de la fraternité. Il est temps de se donner les moyens de lutter efficacement et durablement contre le racisme et les discriminations, de construire l'égalité réelle, notamment l'égalité entre femmes et hommes, de repenser le modèle de protection de l'enfance aujourd'hui défaillant, de soustraire les médias à l'emprise de gigantesques groupes financiers, de rétablir la police et la justice dans leurs missions de service public.

Nous proposons une grande politique de la culture et de l'éducation. Celles-ci doivent devenir une priorité au service de l'émancipation et de nouveaux temps libérés, facteurs d'épanouissement personnel. L'utilité et

le rôle du secteur associatif et de l'économie sociale et solidaire doivent être reconnus.

Nous proposons, pour une planète durable, solidaire et en paix, de redonner à la France une capacité d'initiative indépendante. Les luttes mondiales contre les inégalités et la pauvreté, contre le dérèglement climatique, et pour la protection de la biodiversité, pour éliminer les guerres, faire taire les armes et progresser la paix ne font qu'une. Notre pays doit définir une nouvelle politique internationale, retrouvant les moyens d'agir en faveur d'un nouvel ordre du monde garantissant la paix et le désarmement à la planète.

Nous proposons que la France agisse pour une construction européenne rompant avec les fondements et les règles néolibérales et austéritaires de l'UE, associant librement des nations et des peuples souverains et s'inscrivant dans un espace de paix, de coopération et de sécurité collective avec ses voisins. Il lui faut se dégager de la tutelle guerrière de l'Otan.

Deux moyens sont nécessaires pour y parvenir :

- ✖ Il est impératif de prendre le pouvoir sur le capital. De promouvoir un nouveau rôle des banques pour une tout autre utilisation du crédit et de la monnaie. De se réapproprier les biens communs (au moyen d'un redéploiement des services publics, de la formation de grands pôles publics, de nationalisations de banques, de groupes et entreprises stratégiques). De redistribuer les richesses, de les utiliser autrement alors que des centaines de milliards sont distribués par la BCE et les autres banques centrales pour soutenir les marchés financiers et les profits des grandes multinationales.

- ✖ Il est impératif de refonder la démocratie, des communes et des entreprises jusqu'à l'État, en s'appuyant sur de nouvelles institutions menant à une VI^e^ République, de développer l'intervention des citoyen·ne·s et des salarié·e·s, avec des droits nouveaux à tous les niveaux de la société. Il faut en finir avec la séparation du politique, du social, de l'économique.

C'est cette cohérence entre projet de société, conquête d'une nouvelle démocratie et avancées majeures sur les moyens financiers que nous souhaitons porter avec force.

Agir pour le rassemblement majoritaire de notre peuple

Nous mesurons chaque jour les trésors d'inventivité, de créativité, de combativité, d'engagement qui émanent de notre peuple. C'est pour cela que nous entendons contribuer au surgissement d'un puissant mouvement de contestation du système et que nous voulons nous atteler à la construction d'un Front populaire du XXI^e^ siècle.

Nous voulons créer les conditions d'une nouvelle majorité politique qui rassemble le monde du travail et de la création, toutes les forces qui seront déterminées à s'unir au service des exigences populaires. Le Parti communiste français, fidèle à son histoire, refuse de se résoudre à la situation présente de la gauche.

Au sortir de décennies de domination du social-libéralisme, la gauche se révèle lourdement affaiblie. Rien n'y est figé, d'importants débats la traversent, mais le poids des errements passés et sa configuration présente la laissent éparpillée, impuissante à défendre une politique permettant de remobiliser le monde du travail et la jeunesse, en proie à un présidentialisme favorisant toutes les tentations hégémoniques.

Nous, communistes, pensons qu'une perspective d'espoir pour la France et son peuple exige la remise en cause radicale de la domination du capital, sans laquelle on ne peut agir contre les diktats des marchés financiers, qu'elle ne peut trouver sa concrétisation dans la tentation du « populisme de gauche », qui relativise le combat de classe pourtant primordial, qu'elle doit récuser l'illusion d'un verdissement des politiques capitalistes, laquelle interdirait d'ouvrir un nouveau chemin de civilisation. Avec les militantes et militants socialistes, insoumis·e·s, écologistes, avec les hommes et les femmes qui comme nous aspirent à une gauche de combat, nous voulons mener tous les débats d'orientation aujourd'hui soulevés pour répondre à la gravité de la situation. Ces débats doivent se dérouler au grand jour, en lien avec le mouvement social et ses organisations.

Les enjeux sont en effet considérables : ils concernent la nature des objectifs sociaux et écologiques à porter dans le débat public, notamment en matière d'industrie et de services publics, la stratégie à mettre en œuvre face aux projets du capital et des grands groupes industriels ou bancaires, la place du travail dans la société, la conception de l'entreprise et les pouvoirs dont doivent disposer les travailleuses et les travailleurs en son sein, la conception de la République, ou encore l'exigence d'une autre construction européenne et de coopérations solidaires à engager dans le monde.

Ce ne sont pas seulement les divisions qui engendrent la fragilité de la perspective progressiste, c'est la faiblesse des idées et des choix portés par une large partie de la gauche qui nourrit l'abstention et ne permet pas de faire reculer le vote en faveur de l'extrême droite.

D'importants débats, dont le peuple doit s'emparer, restent donc indispensables pour unir les forces populaires, dépasser les divisions des forces de gauche et écologistes en créant un socle d'idées suffisamment partagées, initier une construction politique nouvelle pour conduire au changement radical de politique qu'attend le pays. Nous entendons agir pour y parvenir, progresser dans cette direction en amplifiant les luttes, en poussant les idées anticapitalistes qui montent dans la société, en faisant gagner en influence les idées et propositions transformatrices portées par le Parti communiste français. Tout au long de l'année à venir, le PCF prendra des initiatives à même de réunir les conditions d'une alternative politique autour d'un pacte d'engagements législatifs communs.

Une candidature communiste à la présidentielle, utile pour transformer la France et reconstruire la gauche

S'agissant de l'élection présidentielle de 2022, son 38e Congrès avait fixé au PCF le mandat de travailler à réunir les conditions d'une candidature communiste.

Le choix, en 2022, ne saurait se réduire au duo Macron-Le Pen, ni à la nécessité de consentir à des opérations de sommet bâclées, ne permettant pas de

répondre aux exigences populaires. Ne nous laissons pas prendre au piège institutionnel qui réduit l'enjeu de la présidentielle à son second tour.

Pour créer les conditions d'une alternative de gauche s'appuyant sur le mouvement populaire, parce qu'il y a plus que jamais besoin d'espoir, le rôle du PCF est décisif.

Nous lançons un appel.

Au monde du travail et de la création, à la jeunesse, à toutes les femmes et à tous les hommes de gauche, à celles et ceux qui sont en colère ou qui attendent des réponses à leurs aspirations, nous disons : ensemble, donnons-nous les moyens d'en finir réellement avec la pandémie et d'engager une rupture avec les logiques capitalistes qui ont mené notre pays et le monde à une impasse. L'heure est à nous unir pour conquérir une vie digne et émancipée, donner un nouveau sens au travail, à l'entreprise et à la vie sociale, réussir la transition sociale et écologique. L'heure est à construire ensemble et à faire progresser des idées révolutionnaires pour le pays. L'heure est à hisser la gauche à la hauteur des besoins communs et à construire l'alternative au pouvoir d'Emmanuel Macron.

Cette ambition pour la France, nous avons commencé à la faire grandir dans la résistance aux choix du pouvoir, dans les nombreuses luttes de ce quinquennat, dans nos campagnes politiques pour faire du vaccin un bien public mondial ou pour développer des solidarités concrètes, à travers nos propositions pour éradiquer le chômage et la précarité ou pour sécuriser l'emploi et la formation, dans les actions pour la justice climatique et environnementale, dans les innombrables batailles pour gagner l'égalité réelle contre le patriarcat, le racisme et toutes les dominations.

Pour que cela débouche sur des changements concrets pour nos concitoyen·ne·s, nous décidons de proposer à notre peuple une candidature communiste.

À travers cette candidature, il s'agit de porter un projet partagé pour la France et les grandes propositions qui en découlent, d'œuvrer à la remobilisation du monde du travail et de la création, de la jeunesse, des forces vives du pays, sans lesquels aucun changement majoritaire ne sera possible.

Il s'agit également de proposer une nouvelle offre politique, d'enclencher une véritable dynamique de changement à partir de l'élection présidentielle, de favoriser ce faisant le rassemblement autour d'une perspective de transformation de la société, de construire les conditions d'une nouvelle majorité politique de gauche.

De ce point de vue, l'élection présidentielle et les élections législatives sont étroitement liées.

De la présidentielle aux législatives : pour une nouvelle majorité politique

Les communistes ont toujours combattu la V^e^ République et ses dérives, fonctionnant telle une monarchie présidentielle. Ils se battent pour une démocratie représentative et citoyenne. C'est leur projet pour une nouvelle République.

Nous voulons participer au débat d'idées que focalise la désignation du président de la République au suffrage universel. L'élection de député·e·s communistes et d'une majorité de gauche sera un important point d'appui pour la mise en œuvre d'une politique de réelle transformation sociale.

Avec leur candidature à la présidentielle, les communistes entendent changer la donne, faire prévaloir à gauche des solutions transformatrices, renforcer l'influence communiste et donc celle de la gauche tout entière, initier une dynamique au service d'une nouvelle majorité politique, riche de sa diversité.

Elles et ils proposent dès lors que se construise, avec toutes les forces de gauche et écologistes, en lien avec le mouvement populaire, et sur la base de mesures remettant en cause les logiques capitalistes, un pacte d'engagements législatifs communs pour une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Non un contrat de sommet, mais une réponse véritable aux attentes du pays. Dans chaque circonscription, nous voulons libérer les immenses aspirations au changement, prendre appui sur la richesse de chaque territoire.

C'est dans ce cadre, en même temps qu'il engagera sa campagne à la présidentielle, que le Parti communiste français travaillera à la construction, dans l'ensemble des circonscriptions, de candidatures de gauche à parité au service d'un projet novateur pour la France, avec l'objectif d'un maximum de député·e·s communistes et d'envoyer dans la prochaine Assemblée un groupe communiste fortement renforcé.

La mise en œuvre de cette ambition pour la présidentielle et les législatives de 2022 est pour les communistes le choix qui donne ses meilleures chances à la reconstruction d'un espoir pour la France.

Se fondant sur l'irruption citoyenne et démocratique, les communistes entendent œuvrer à construire de nouveaux rapports de force politiques et sociaux où l'humain sera pleinement respecté. La bataille politique qu'ils et elles sont résolus à mener se fixe pour ambition de mettre en mouvement, de contribuer à rassembler, de participer à une conscience sociale puissante, d'envisager dès aujourd'hui les voies d'une société libérée des dominations qui la minent. Ainsi, le Parti communiste français entend-il jouer pleinement son rôle et être utile à changer les choses.

2

UNE PROPOSITION ALTERNATIVE POUR 2022

Le texte qui suit est une option alternative à la proposition adoptée par le Conseil national. Elle défend une autre orientation pour les échéances présidentielle et législatives de 2022 en remplacement des deux dernières parties du texte

La colère monte dans le pays contre les politiques libérales et les luttes se multiplient dans maints domaines : contre les licenciements et la casse de l'appareil productif, contre la réforme des retraites et pour le climat, contre le racisme et pour l'égalité femmes-hommes, pour les libertés et contre les violences policières… Ensemble, ces mouvements dessinent un autre horizon politique et un impératif de rupture. Pourtant, la division des forces de gauche et de l'écologie, leur incapacité à converger avec les forces sociales et citoyennes pour élaborer un projet porteur d'espoir, risque de conduire au scénario catastrophe d'un second tour Macron-Le Pen à l'élection présidentielle.

Au final, 2022 risque fort de ressembler à 2017, mais en pire, car après 5 années de macronisme et il ne restera RIEN, ou presque, de nos conquis sociaux. Du reste, fait inédit dans l'histoire du pays, l'extrême droite semble désormais en capacité de profiter du rejet massif des politiques libérales pour espérer l'emporter. Dans cette situation inédite, les communistes doivent être, à nouveau, au rendez-vous de l'histoire. Alors que dans les villes, les départements ou les régions nous savons construire et animer des rassemblements et défendre des projets de haute portée sociale et écologique, nous considérons qu'il est nécessaire de converger dès le premier tour de l'élection présidentielle, et indissociablement aux élections législatives.

Nous faisons le choix d'une démarche d'alliance et de coalition, dans la clarté d'un projet de rupture.

Pour y parvenir, nous nous proposons d'interpeller et de rencontrer forces de gauche et acteurs du mouvement social pour construire une stratégie partagée :

- ✖ 10 mesures majeures, pour redistribuer les richesses, donner des nouveaux droits aux salarié·e·s dans l'entreprise et sécuriser l'emploi, éliminer les violences sexistes et sexuelles, définanciariser l'économie, favoriser une autre orientation de la construction européenne, moderniser et développer les services publics, relancer notre industrie au service (entre autres) de la transition écologique, réformer la fiscalité, refonder et démocratiser les institutions de la République, etc.

- ✖ Une majorité parlementaire respectueuse de la diversité de la gauche et du mouvement social, et par conséquent qui fasse toute leur place aux communistes, avec l'ambition de candidatures issues des classes populaires et témoignant de la diversité des luttes.

- ✖ Et, sur la base de cette démarche partagée, convenir du nom qui figurera sur le bulletin de vote à la présidentielle, avec au cœur de notre projet l'engagement d'un changement de régime, dont l'un des ob-

jectifs sera de sortir du présidentialisme et de l'autoritarisme. Durant toute la campagne, notre candidat·e sera entouré·e de l'équipe représentative des forces rassemblées autour du projet et du programme de majorité présidentielle et législative.

Pour appuyer cette démarche nous prendrons toutes les dispositions pour la populariser, la nourrir des indispensables propositions communistes et proposer à celles et ceux qui s'y retrouvent d'y contribuer activement.

Au terme de ce processus, au second semestre 2021, les communistes se réuniront à nouveau en conférence nationale, pour s'exprimer sur les résultats de notre démarche et sur la proposition stratégique ainsi élaborée.